

tions au profit des termes plus répandus de droites « contre-révolutionnaire », « libéral » et « gaulliste ». La gauche et la droite ont encore un sens aujourd'hui et la tripartition des droites françaises demeure, telle est la trame de l'argumentation. Pour la mener, l'auteur est conduit à rouvrir des dossiers lourds tant en histoire qu'en science politique, comme le débat, fourni et controversé, de la qualification de la droite extrême et celui, complexe et technique – sans doute un peu rapidement évoqué –, de la mesure de l'identification à la gauche et à la droite. Mais la démonstration passe également par l'interprétation des mutations de la droite française à la suite de la création, en 2002, de l'UMP.

Globalement, la thèse défend qu'il s'agit d'un échec qui, en tant que tel, témoigne de la résistance de ces traditions de droite. Est-ce d'abord un échec ? On peut s'accorder sur le fait qu'une marge d'interprétation existe et qu'une évaluation plus étayée ne pourra être faite qu'après l'achèvement du cycle électoral complet (incluant les élections présidentielles et législatives de 2007). Mais, l'argumentation a tendance à minorer le changement de rapports de force qu'a introduit la création de l'UMP. Après des années de concurrence très ouverte, un parti clairement dominant s'est installé à droite. De ce point de vue, on ne peut encore parler d'échec électoral : la domination de l'UMP est patente et la survie de l'UDF s'apparentait à une stabilisation à un étiage bas (moins de 12 % des suffrages exprimés, établi lors des élections régionales et cantonales de 2004). Et d'ailleurs, si l'on veut bien considérer la création de l'UMP comme un échec, serait-ce véritablement un élément de preuve à l'appui de la thèse défendue ? La survie de l'UDF ne peut véritablement constituer un argument en faveur de la tripartition, telle qu'elle a été forgée par René Rémond, dans la mesure où l'UDF n'incarne pas véritablement la tradition libérale (on considère généralement qu'elle émerge au courant démocrate chrétien). Mais, surtout, encore plus fondamentalement, la prise en compte des structures partisanes ne fournit pas de réponse à la question passionnante soulevée par *La Droite en France*. L'argument porte sur la permanence des « sensibilités » et des « cultures » de droite. Pour le valider ou l'amender, il faut alors s'intéresser à l'autonomie (ou l'enchevêtrement) de réseaux intellectuels et associatifs de la droite, à la structuration (ou le brouillage) idéologique de ses discours et des visions du monde qu'ils portent, voire à leur appropriation par la population s'identifiant à droite. Sur toutes ces questions, les travaux manquent : un des mérites de cet ouvrage est aussi de les stimuler.

Florence HAEGEL

Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)

RAYNAUD (Philippe) – *L'extrême gauche plurielle*. – Paris, Autrement, 2006.

Du phénomène d'insatisfaction populaire devant l'ensemble des partis de gouvernement, l'extrême droite constitue une illustration très étudiée. Pour Philippe Raynaud, l'extrême gauche en est une autre, mais « mieux acceptée, moins connue » (p. 7). Plusieurs facteurs expliquent son importance en France : la permanence des principales organisations militantes, la faible légitimité des valeurs capitalistes (ou de l'acceptation de l'économie de marché) et enfin, la posture radicale révolutionnaire commune chez de nombreux intellectuels (prolongeant ce trait déjà repéré par Tocqueville).

Sur certains points, Philippe Raynaud mentionne le conservatisme paradoxal de ces révolutionnaires : pour les statuts contre les contrats, pour la défense des acquis français (longtemps déniés pourtant). Il constate que la défense de la République corporatiste peut être associée à une attaque de la République émancipatrice, laquelle n'en a pas fait assez ou a été le masque de la bourgeoisie dominante.

Cette présence de « la gauche de la gauche » a bénéficié de la fenêtre historique ouverte par le mouvement social de l'automne 1995, qui mettait fin à la parenthèse de la « rigueur » décrétée, d'urgence, en 1983. L'ordre libéral peut et doit être combattu. Les 10 % obtenus par les divers candidats d'extrême gauche à l'élection présidentielle de 2002 encouragent à poursuivre ce mouvement, dans la mesure où l'échec de Jospin peut être mis sur le compte de sa modération. Une telle conjonction éclaire le fait que le mot « libéral » est devenu une insulte de gauche en France, alors

qu'il est une insulte de droite aux États-Unis, où libéral signifie radical. Dans le même sens, on peut noter l'accueil très réticent et très polémique fait au *Livre noir du communisme* en France en 2000. Si la présence de l'extrême gauche n'est pas spécifique à la France, elle est souvent plus forte qu'ailleurs, et rejoint, en autres thèmes, l'idée que la France résiste presque seule contre tous, ce dernier thème dépassant mais incluant l'extrême gauche. Philippe Raynaud nuance donc la conclusion de Furet, selon qui la révolution française s'était enfin terminée.

Après avoir rappelé, avec recul mais empathie, l'histoire des trois principales organisations trotskistes françaises et « l'*habitus* qui les anime » (p. 66), Philippe Raynaud récapitule leurs principaux facteurs de division : l'analyse du communisme soviétique, celle de l'Islam et de l'intégrisme musulman, et celle de l'existence d'Israël et de l'antisionisme. Dans un deuxième temps, il propose une analyse approfondie et concise des marxismes imaginaires, prolongés ou refondés, chez Bensaïd, Negri, Hardt, Balibar et quelques autres. Ces pensées doivent être connues pour elles-mêmes et comme indices idéologiques.

Quelle est l'unité des radicalités nouvelles (ou recyclées) ? Elle se fait contre le « libéralisme », contre les restrictions de l'immigration, contre les politiques de sécurité (« sécuritaires »). Cet ensemble de « contre » ne permettra sans doute pas d'unité de candidature en 2007, mais il souligne une spécificité française : le globalisme mondial du marché et sa dynamique ambivalente (enrichissante et appauvrissante selon les secteurs et les moments) est plus corrosif pour le modèle étatique national français qu'il ne l'est en d'autres pays. Le mouvement antilibéral y est donc plus radical, plus accepté et plus durable.

Gil DELANNOI

Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)

CRÉPON (Sylvain) – *La nouvelle extrême droite. Enquête sur les jeunes militants du Front national*. – Paris, L'Harmattan, 2006. 300 p.

L'ouvrage de Sylvain Crépon est le remaniement d'une thèse de doctorat de sociologie intitulée « Les logiques identitaires de l'idéologie des militants du Front national de la Jeunesse (FNJ), une perspective socio-anthropologique sur le nationalisme d'extrême droite des années 90 », soutenue à l'Université de Paris X-Nanterre en 1999. L'auteur y présente les analyses d'une enquête qualitative – observations ethnographiques (lieux de sociabilité, nuits de collage, universités d'été) et entretiens semi-directifs – menée dans la deuxième moitié des années 1990 auprès d'une cinquantaine de responsables, militants de « sections » du FNJ du Val d'Oise, de Strasbourg, de PACA, de Nantes ou encore de Lyon. Il explique les difficultés liées à la réalisation d'une enquête placée sous l'égide du directeur national du FNJ de l'époque, Samuel Maréchal, genre du président frontiste, qui a indiqué à ce jeune chercheur de sciences sociales les lieux dans lesquels il était autorisé à mener son terrain. Conscient de ce biais d'enquête, l'auteur, vu comme un intellectuel de gauche, tente d'analyser les discours des militants rencontrés dont il n'a de cesse de questionner « le degré de sincérité ». Il estime vain de le mesurer et adopte une posture compréhensive webérienne, tout en étant prudent sur le crédit à accorder à certaines anecdotes rapportées par les jeunes frontistes rencontrés.

Ainsi, l'enjeu de l'*opus* est de rendre compte du renouveau idéologique de la génération des jeunes frontistes à la fin des années 1990. L'auteur rappelle comment s'opèrent auprès des nouvelles générations frontistes la diffusion et l'influence des thèses différentialistes de la Nouvelle Droite qui recyclent les concepts de l'anthropologie, dans un contexte de chute du mur de Berlin et de première guerre d'Irak, événements marqueurs d'une génération. Ce faisant, Sylvain Crépon analyse la rupture générationnelle qui survient au cours des années 1990 au sein de l'univers frontiste entre les jeunes qui ne se reconnaissent plus dans les discours de leur aînés nostalgiques de l'Algérie française, de l'Empire colonial français ; rupture qui procède d'une recomposition idéologique. Cette dernière repose sur une conception organiciste de l'identité, de la nation qui fait référence à une symbolique a-historique (les jeunes frontistes se réfèrent de manière floue au passé, à la tradition sans avoir recours à des périodes historiques datées) et qui assure la cohésion du groupe, du « Nous ». Cette construction identitaire d'un collectif « Mème » ne peut se concevoir sans l'« Autre », à savoir principalement l'immigré qui interdit